

N°565
DU 2 AVRIL AU 9 AVRIL
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 92 - Fax : 01 45 56 76 33
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
David Assouline • **RÉDACTRICE**
EN CHEF Ariane Gil (78 61) •
RÉDACTRICE EN CHEF INTÉRIM Stéphanie
Platat (78 61) • **RÉDACTION** Bruno
Tranchant (77 33) • **PHOTO** Philippe
Grangeaud (76 00) • **MAQUETTE**
Florent Chagnon (79 44) •
FLASHAGE ET IMPRESSION
PGE (94) Saint-Mandé •
N° DE COMMISSION PARITAIRE :
0114P11223 • **ISSN** 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communication, tiré à
23 000 exemplaires



Conseil national
LE CALENDRIER DES CONVENTIONS
Page 4

Collectivités territoriales
MOBILISATION POUR L'AVENIR DE NOS TERRITOIRES
Page 5

Territoire, social...

Les socialistes sont au travail



Avec les citoyens et les salariés, pour défendre le pouvoir d'achat et les retraites. Ici avec les Conti, le 23 mars



Avec les élus pour défendre nos territoires et combattre la réforme Sarkozy.
Ici le rassemblement du 27 mars, à la Mutualité

L'AGENDA

7 avril

► **Entretiens de Solférino**
Invitation à débattre avec
Laurent Godmer, maître de
conférences, auteur de
« Des élus régionaux à
l'image des électeurs ?
L'impératif représentatif
en Allemagne, en Espagne
et en France »

de 18h30 à 20h30 au siège
du Parti.
Inscription auprès de
Christine à :
formation@parti-
socialiste.fr ou par
téléphone au 01 45 56 76 13

27 avril

► **Projets**
Conseil national de la
Convention Nouveau
modèle de développement

1^{er} mai

► **Mobilisation**
Les socialistes seront
dans la rue aux côtés des
salariés pour les défilés de
la Fête du travail.

Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr



L'info en continu

Benoît Hamon, 29/03/10

Cocktail explosif

« Les choix faits par le gouvernement, tant en matière de politique sociale et économique, que dans son approche des questions démocratiques, engendrent un cocktail explosif. Dans n'importe quelle démocratie occidentale, un Premier ministre qui aurait été ainsi désavoué sur sa politique aurait engagé la responsabilité de l'exécutif devant le législatif. Ici, il n'en est rien ».

Guillaume Bachelay, Alain Vidalies, 30/03/10

Dialogue social

« La direction de Continental a proposé aux salariés du site de Clairoix un emploi d'opérateur de production dans une filiale tunisienne, payé 137 euros par mois. Cette proposition de reclassement apparaît comme une nouvelle humiliation pour les salariés. Elle est symptomatique du blocage du dialogue social en France en matière de restructurations et de la situation d'abandon dans laquelle sont laissés les salariés par le gouvernement ».

François Hollande, 31/03/10

Bouclier fiscal

« Il n'est pas possible de laisser une partie des contribuables échapper pour une grande part à l'impôt. Il n'est pas possible d'accorder un cadeau quand beaucoup sont appelés à la solidarité et à l'effort fiscal. La seule bonne mesure, c'est la suppression du bouclier fiscal ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1300

C'est le nombre de personnes qui ont participé samedi 27 mars à la mobilisation pour l'avenir de nos territoires à la salle de la Mutualité à Paris. Après une campagne régionale longue, les élus de la France métropolitaine et même d'outre-mer ainsi que les militant·es du Parti, étaient au rendez-vous pour dénoncer la régression territoriale orchestrée par la droite.

BUREAU NATIONAL

Retraite des infirmiers : et la pénibilité ?

La direction du Parti socialiste et le groupe socialiste à l'Assemblée nationale ont reçu des délégations d'infirmiers du secteur public venues manifester leur opposition au changement des règles applicables à leurs conditions de départ en retraite. En effet, le gouvernement propose un texte reprenant des dispositions refusées par la quasi totalité des organisations syndicales et choisit de traiter à part la situation des infirmiers au lieu de les intégrer dans la prochaine réforme globale des retraites, et ce, « sans prendre en considération la pénibilité de ce métier » fait remarquer le PS réuni en Bureau national. Les députés du groupe SRC ont déposé des amendements pour

supprimer de ces dispositions et ont choisi d'en faire une bataille parlementaire d'importance lors de leur examen en séance, les 7 et 8 avril prochains. « Les socialistes défendront à l'Assemblée nationale le respect de la négociation sociale et la nécessité d'une réforme juste prenant en compte la pénibilité de certains métiers » assure le BN.

Conflit d'intérêts sur la vente de la régie pub de France Télévisions

Depuis plusieurs semaines, le Parti socialiste n'a de cesse de dénoncer la vente de la régie publicitaire de France Télévisions et, plus encore, les conditions dans lesquelles cette vente s'opère. Le principal bénéficiaire en

serait Stéphane Courbit, proche du chef de l'État, et surtout actuel producteur des cases les plus lucratives de France 2. « Le risque de conflit d'intérêts est flagrant puisque, via la régie publicitaire, Stéphane Courbit aura la capacité d'imposer aux chaînes publiques sa ligne éditoriale et, par là-même, ses propres productions, fait remarquer le Bureau national, par ailleurs, le groupe Publicis associé à Stéphane Courbit pour cette acquisition, pourrait abuser de sa position pour évincer ses concurrents et attirer ainsi vers lui de nouveaux annonceurs ». Le Parti socialiste demande au gouvernement de mettre « immédiatement un terme aux négociations exclusives qui sont en cours entre France Télévisions et le consortium LOV-Publicis ».

VIE DU PARTI

Le PS soutient la culture

Parce que la culture est délaissée par la droite et fera les frais de la régression territoriale, une manifestation était organisée pour la défendre. Le PS était là.

La politique menée depuis plusieurs années par la droite au pouvoir, et particulièrement depuis 2007 par Nicolas Sarkozy et son gouvernement, menace la vitalité culturelle et artistique de notre pays. La baisse des moyens financiers alloués par l'État à la création, au patrimoine et à la formation ; la révision générale des politiques publiques (RGPP) qui réduit l'administration à une peau de chagrin ; le projet de réforme des collectivités territoriales, mettent en danger le soutien local à la culture et la préservation de l'emploi dans ce domaine. Pour dénoncer cette absence de politique culturelle nationale cohérente et ambitieuse,

le Parti socialiste avec Sylvie Robert, Karine Gloanec, Patrick Bloche et Harlem Désir, s'est joint, le 29 mars, à la manifestation initiée par le SYNDEAC et la CGT du Spectacle et du ministère de la Culture. De nombreuses propositions ont été faites, comme la sanctuarisation des financements culturels de toutes les collectivités territoriales et la mise en œuvre de réformes préconisées par les organisations professionnelles, pour lutter contre la régression organisée de l'art et de la culture et pour défendre un nouveau projet culturel pour notre pays.

Bilan des régionales

Et maintenant, place au projet !

Réuni en Conseil national, le Parti socialiste a dressé un bilan des élections régionales et s'est ensuite projeté dans l'avenir en adoptant à l'unanimité le calendrier de ses prochaines Conventions. Extraits d'interventions.



François Lamy

Respect des partenaires

« Dès le mois de septembre, avec nos présidents de Régions, nous nous sommes mis d'accord sur une bonne répartition des rôles. Ils ont disposé d'une large autonomie pour pouvoir discuter avec les Fédérations et les comités régionaux pour constituer leurs listes et atteindre les objectifs que nous avons fixés nationalement, que ce soit en matière de renouvellement, d'ouverture vers la société ou d'une plus grande diversité. Parallèlement, nous avons entamé un travail important sur notre contrat national pour les régionales qui a permis d'élaborer un contrat régional cohérent répondant aux attentes

des Français. Nous avons eu raison, alors que la droite retrouvait ses vieilles ficelles de campagne sur la sécurité et sur l'immigration, de tenir le cap et de ramener le débat sur les préoccupations des Français tout en étant capables de porter le fer sur le bilan désastreux de Nicolas Sarkozy et du gouvernement. Nous avons eu la sagesse de respecter nos partenaires de la gauche tout au long de cette campagne. Être fort, avoir des partenaires forts que nous respectons, c'est certainement une clé de nos futures victoires ».



Christophe Borgel

Avenir

« Imaginez qu'il n'y a plus que huit départements dans ce pays où la droite est majoritaire. Et encore elle ne l'est que d'une courte tête. Dans le rapport de force interne à la gauche, nous sommes passés du phénomène des vases communicants, où la progression d'Europe écologie se faisait à notre détriment, à une situation où l'ensemble des familles de la gauche progresse, pour une progression globale

de notre camp. Je crois que le rassemblement réalisé au second tour de cette élection régionale doit être un viatique pour les élections à venir, cantonales, sénatoriales, et évidemment pour les élections législatives en perspective ».



Harlem Désir

Une alternative

« Les Français ont droit à un vrai changement. C'est notre responsabilité de le bâtir et de l'incarner. L'année 2010 doit être l'année du projet. Le programme de travail est dense. Il est composé de trois grandes conventions thématiques, l'une sur le nouveau modèle de développement économique, social, écologique, une autre sur les enjeux internationaux, notre stratégie dans le monde, notre rapport aux nouvelles forces émergentes, notre stratégie pour l'Europe, et une troisième sur l'enjeu de l'égalité réelle. Nous y traiterons notamment de

la question de l'éducation, mais aussi d'une façon plus générale de la conquête de nouveaux droits dans notre société. Nous aurons aussi une grande Convention sur notre rénovation et la préparation des primaires. Ce calendrier est exigeant, d'autant que s'y ajouteront d'autres rendez-vous : des forums des idées sur l'agriculture, sur l'avenir de l'université et de la recherche, sur les questions de sécurité, sur les questions de culture. Tout cela doit nous permettre de montrer un parti qui élabore des réponses, qui construit un projet, qui prépare l'alternative ».



**Jean-Christophe
Cambadélis**

Intérêt général

« Je voudrais proposer deux choses. D'abord de ne pas nous tromper dans le tempo du Parti socialiste: la chasse à la présidentielle n'est pas ouverte. Le deuxième débat porte sur la stratégie. Il nous faut, dans cette phase qui s'ouvre, nous occuper des propositions que nous allons faire. Les socialistes doivent dire qu'ils sont pour l'unité des forces de gauche et des écologistes, partout, et à chaque moment. Il n'est pas impossible que nous ne soyons pas d'accord sur tout, mais essayons quand même à chaque fois de faire triompher l'intérêt général ».



Razzy Hammadi

Majorité

« La différence entre l'élection présidentielle et la majorité politique aux élections régionales, c'est la majorité nationale. Il nous faudra assumer la part de conflictualité dans le projet que nous porterons malgré les critiques des bien-pensants qui depuis des années nous ont amenés à la situation dans laquelle nous sommes ».



Dominique Lefebvre

Croire en nous

« Nous devons faire en sorte que les débats, dans notre parti, et notamment les conditions dans lesquelles nous choisirons celui ou celle qui sera le mieux à même de gagner en 2012, se fassent dans des conditions telles que les électeurs aient envie de croire en nous ».



**David
Assouline**

Projet discuté avec la société et volonté d'unité

« Nous allons avoir des débats. Pendant ce moment, les Français peuvent avoir le sentiment qu'on s'est enfermé en colloque pendant six mois. Ces débats doivent donc être imaginés de façon toujours ouverte avec les citoyens et les forces de gauche. Des citoyens qui ne sont pas forcément socialistes ou communistes, ou écologistes, étaient contents de nous voir rassemblés parce qu'ils sont tout simplement de gauche. Nous devons être ceux qui défendent les premiers et toujours ce sentiment, cette volonté d'unité ».

Calendrier des Conventions

Nouveau modèle de développement,

27 avril : Conseil national

20 mai : votes dans les sections

29 mai : Convention nationale

Rénovation

8 juin : Conseil national

24 juin : votes dans les sections

3 juillet : Convention nationale

International

7 septembre : Conseil national

30 septembre : votes dans les sections

9 octobre : Convention nationale

Égalité réelle

9 novembre : Conseil national

2 décembre : votes dans les sections

11 décembre : Convention nationale



Henri Weber

Mobiliser le mouvement social

« La combativité populaire va monter de plusieurs crans. On s'en est déjà rendu compte dans les manifestations le lendemain du scrutin. Nous devons proposer des objectifs de lutte mobilisateurs au mouvement social. La gravité de la crise et la possibilité de la victoire en 2012 vont responsabiliser toutes les familles de la gauche, et les socialistes eux-mêmes ».



**Marie-Noëlle
Lienemann**

Manifeste

« Après cette belle fête de notre victoire, nous devons nous engager à rassembler la gauche avec des états généraux pour faire un manifeste commun, et affirmer une ligne de rupture avec le système dominant, une ligne qui réconcilie la gauche avec ses fondamentaux, en tirant les leçons du passé et en sachant ouvrir la porte de la modernité ».



Pascal Buchet

Démocratie locale

« Pour la première fois, les Hauts-de-Seine ont basculé à gauche. Nous avons fait campagne sur l'importance des élus locaux face à un pouvoir du président de la République qui impose ses choix, qui dénigre les collectivités territoriales, qui les asphyxie, et qui nie la démocratie locale. »

Place au projet

Asphyxie financière, perte d'autonomie, menaces sur la parité... Les raisons de s'opposer à la contre-réforme du gouvernement ne manquent pas. Résumé des interventions.



Bertrand Delanoë

Une faute politique grave

« N'ont-ils rien de plus urgent à faire que de s'attaquer à ce qui marche ? Est-ce qu'il est raisonnable que ce pouvoir affaibli se détourne de sa tâche prioritaire pour venir affaiblir ce qui, dans ce pays, est encore source de confiance, de vitalité démocratique et de performance de l'action publique ? Ne pourraient-ils pas plutôt consacrer leur temps, leur énergie, leurs objectifs à court terme sur le redressement et les moyens dont a besoin Pôle emploi pour faire

face au chômage ? Ne pourraient-ils pas s'investir dans l'hôpital public, dans l'éducation ? C'est une faute politique grave contre la France que de s'attaquer à l'efficacité, à la légitimité des collectivités territoriales. La démocratie de proximité, c'est François Mitterrand, c'est Pierre Mauroy, c'est Gaston Defferre, c'est la gauche. Nous devons considérer que la bataille que nous entamons pour défendre la démocratie locale est une bataille pour la France ».



Martine Aubry

Il en va de l'avenir de notre pays

« Une réforme n'est bonne que si elle a un sens. Nous voyons bien que celle-ci n'en a pas, si ce n'est changer un mode de scrutin. Le gouvernement veut recentraliser, il accroît l'injustice sociale et opère une importante manipulation électorale. C'est un rapt démocratique. Nous demandions un troisième acte de décentralisation, ils tournent le dos. Ne nous laissons pas traiter d'immobilisme, nous avons fait des propositions, nous continuerons à les défendre. Pour une France qui soit plus efficace demain pour nos concitoyens, il faut une grande réorganisation territoriale et un troisième acte de la décentralisation. Il en va de l'avenir de notre pays. Il nous faut des

collectivités locales renforcées, chacune dans leurs missions, travaillant en coopération, correctement financées, élues démocratiquement. L'échelon local est un espace d'innovation, de protection, de proximité, de cohésion. Je crois même que notre mémoire et notre avenir s'unissent là, à ces endroits, pour les Français si attachés à leur région, à leur territoire, mais aussi à la France et à son identité. Je suis convaincue qu'une bonne partie des chances de notre pays, de notre nation, mais aussi de l'Europe, se trouve dans ces collectivités territoriales. Alors, allons-y, battons-nous, nous ne laisserons pas faire cette réforme ».

LES TERRITOIRES EN DANGER



Alain Rousset

Acte III

« Les régions ont fait bouger les lignes, elles sont légitimes aujourd'hui dans des compétences d'avenir, dans des compétences d'économie, de formation, qui exigeraient un acte III de la décentralisation. Cette nouvelle étape doit faire exister en France le fait régional. Mais si les régions continuent d'être traitées

comme des services extérieurs de l'État, alors demain nous mettrons en cause toutes les contractualisations dans le cadre des contrats État-Région. Cela a été dit par chacun des présidents. On nous demande la rigueur, eh bien je dis : Chiche, Monsieur le Premier Ministre ! »



Claudy Lebreton

Autonomie fiscale

« Aujourd'hui, les départements représentent 62 milliards d'euros dans notre pays, 14 milliards d'euros d'investissements. L'État nous doit 12,4 milliards d'euros. C'est 8 milliards pour les allocations individuelles de solidarité, le RSA, l'APA et la prestation de compensation du handicap. En 2011, les départements avaient une autonomie fiscale sur 22 milliards, elle sera ramenée à 7 milliards. Ce sont incontestablement les collectivités aujourd'hui qui souffrent le plus de cette volonté du président de la République de les étrangler ».

PAROLES D'ÉLUE

Minette Laville, adjointe au maire du XIII^e arrondissement de Paris, chargée des associations.

« Pour nous c'est la fin des libertés, car nous devons dépendre de l'État pour pouvoir débloquent des fonds pour nos associations. Il y a plus de 3 000 associations sur mon secteur, qui s'occupent du développement du sport ou des pratiques culturelles par exemple. Ce sont des associations qui assurent la proximité, qui créent du lien dans les quartiers, et qui nous permettent, à nous, élus, de savoir ce qu'il s'y passe. Elles assurent le relais entre les citoyens et la mairie. Comment connaître alors les problèmes des quartiers si elles ne sont plus là, car plus financées ? »



Michel Destot

Recentralisation

« On a parlé d'un véritable micmac pour ces conseillers territoriaux, d'un fric-frac pour les élections, j'ai envie de dire que ce sont les illusions perdues pour le fait urbain. Je crains que cet acte III de la décentralisation soit une fois de plus l'acte I de la recentralisation, c'est pour cela qu'il faut s'y opposer avec la dernière des vigueurs ».



Alda Pereira-Lemaître

Pour une ville durable

« Nous devons nous appuyer sur le couple métropole-région. Nous avons la responsabilité de construire ensemble un nouveau modèle de développement pour une ville durable qui devra conjuguer impérativement la cohésion sociale et l'excellence écologique, réfutant le modèle urbain libéral ».



Michèle André

Suite tragique

« Avec l'adoption par le Sénat de la première phase de la création du conseiller territorial et de son mode d'élection, la machine repart en arrière. En 2014, nous aurons ainsi 15 à 18% de conseillères régionales alors qu'elles sont 48 % aujourd'hui. Il nous faut nous battre pour convaincre et achever cette égalité. Nous ne pouvons pas accepter cette suite tragique ».



Elisabeth Guigou

La parité, une réalité

« Avec les conseillers territoriaux, le gouvernement ose s'en prendre à la parité, un principe pourtant inscrit depuis dix ans dans la Constitution. Cette attaque contre une conquête démocratique majeure est insupportable. Nous ne laisserons pas la droite dire, comme Alain Marleix, que les femmes doivent se contenter d'être suppléantes de candidats hommes. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité une pétition en faveur de la parité. Nous allons prendre parallèlement des initiatives parlementaires : il y a déjà une proposition de loi pour des sanctions efficaces contre les partis qui ne respectent pas la loi, nous allons déposer une proposition de loi dans

PAROLES D'ÉLUE

Claire Davy, adjointe au maire du XIII^e arrondissement de Paris, chargée des personnes handicapées.

« Je fais beaucoup de pédagogie à la mairie, pour expliquer aux gens que les décisions qui sont prises ne sont pas injustes et arbitraires. J'essaie de donner de la cohérence. Concernant le handicap, on recueille les doléances des gens, sur un passage piéton qui n'est pas accessible par exemple. Nous sommes le porte-voix de ces personnes en demande. Nous donnons beaucoup de notre personne, nous sommes à l'écoute en tant qu'institution républicaine. Si nous sommes remplacés par une administration centrale, et si les décisions sont prises ailleurs, qui sera là pour écouter les gens et répondre à leurs besoins ? Avec le projet du Grand Paris, on se rend compte que tout va se décider en haut, nous serons là simplement pour appliquer des directives, et pour, aussi et surtout, s'en prendre plein la tête avec les mécontents et les gens qui râlent ».

PAROLES D'ÉLU

Hubert Zoutu, maire de Heudebouville, Eure.

« Je suis élu dans une commune rurale, si nous n'avions pas le département et la région, nous ne pourrions pas engager autant d'investissements. Il y a une école sur ma commune, sans le département, les gamins seraient privés d'un certain nombre de sorties scolaires. Nous avons le projet d'installer le tout-à-l'égout, le département doit financer le projet à hauteur de 30%. Imaginons que le département soit supprimé, qui va nous financer le tout-à-l'égout ? Pas l'État Sarkozy ça c'est sûr ! On ne pourra plus avancer. Il faut comprendre qu'à cause du démantèlement des collectivités territoriales, les ménages paieront la facture. Bien sûr il fallait réformer la taxe professionnelle, mais là, ils la suppriment brutalement, sans rien apporter de très concret dans le futur pour la remplacer. Nous sommes dans l'inconnu, nous ne savons pas où l'on va ».

nos deux assemblées pour que la parité ne soit pas seulement un objectif, mais vraiment une réalité. Nous demandons que la création des conseillers territoriaux soit supprimée, que soit imposé l'égal accès des hommes et des femmes aux institutions publiques, qu'une loi contraignante institue vraiment la parité et non pas seulement les quotas comme l'a voulu la droite, dans les conseils d'administration des établissements publics et des entreprises. Nous demandons au gouvernement de prendre enfin des initiatives fortes pour une véritable égalité salariale entre les hommes et les femmes ».



André Laignel

Le supplice du garrot

« 75 % des crédits au sport proviennent des collectivités territoriales, pour la culture c'est plus de 80 %. Si demain nous sommes en panne de financements, ce sont des pans entiers de notre vie en société qui seront remis en cause. Par le rationnement des ressources, la droite contraint les collectivités territoriales, soit à ne pas agir, soit à privatiser des pans entiers de l'activité locale, c'est-à-dire à faire ce qu'elle fait au niveau national : démanteler le service public. C'est le supplice du garrot, et nous sommes proches de l'étranglement ».



Laurent Fabius

Injuste et antidémocratique

« Nous avons le sentiment et la certitude d'agir dans l'intérêt des Français lorsque nous militons pour une autre réforme territoriale et contre la régression territoriale. Le gouvernement développe trois arguments. Le système actuel des élus coûterait trop cher. Le financement du personnel qui travaille pour l'Élysée coûte un peu plus de deux fois plus que les indemnités de la totalité des élus locaux en France. Le système serait trop compliqué. Lorsqu'il y aura deux collectivités, département et région, qui n'ont pas les mêmes compétences, seulement 10 % de chevauchement, et que ce seront les mêmes personnes qui, théoriquement, seront responsables pour les deux, on se demandera en quoi la simplification a été opérée.

PAROLES D'ÉLU

Denis Duchamp, maire de Félines, Ardèche, et Conseiller général.

« La suppression de la taxe professionnelle m'inquiète, notamment pour ce qui concerne les compensations. Je doute que ce sera équivalent. C'est donc une manne financière pour les écoles et les services publics qui disparaît. Nous venons d'achever une tranche de travaux d'assainissement dans ma commune. Mais aujourd'hui, je ne lance plus de nouveaux dossiers. Cela demanderait des financements locaux, car rien n'est assuré. On hésite par exemple à investir sur le bâti de l'école communale. Mon autre inquiétude porte sur l'éloignement des élus si la commune comme collectivité perd de sa consistance. Nous sommes 33 conseillers généraux et 9 conseillers régionaux en Ardèche. Avec la régression territoriale, nous ne serons plus que 15... pour 320 000 habitants qui eux seront toujours aussi nombreux, voire plus... »

Enfin, j'observe depuis deux jours un nouvel argument : si vous critiquez le projet gouvernemental, c'est que vous n'êtes pas républicain puisqu'il y a majorité à l'Assemblée nationale, une majorité au Sénat, que le président de la République s'est exprimé, il faut donc accepter ce qu'ils décident. Pas du tout ! Il y a eu 20 millions de Françaises et de Français qui ont voté pour que les Régions exercent leurs pouvoirs, il serait injuste et antidémocratique de les empêcher de le faire parce qu'il serait voté une loi qui serait contraire à ce qu'ont souhaité 20 millions de citoyens français ! »



Roxana Maracineanu

Les collectivités territoriales soutiennent le sport

« J'ai demandé à la Fédération française de natation de m'appuyer dans mon engagement associatif, mais elle ne s'intéresse qu'au haut niveau. Il n'y a qu'auprès du département, de la région et de la commune, que j'ai réussi à avoir une écoute attentive ».



Jean-Michel Ribes

La culture face à l'indifférence présidentielle

« Il y a une indifférence du Président face à tout ce qui touche à autre chose qu'à l'efficacité, le rendement, la compétition et l'argent récompense. Il me semble nécessaire de savoir que dans notre pays, il y a plus de gens qui travaillent dans le domaine culturel que dans l'industrie automobile. Les Français n'ont pas qu'une boîte à sous dans la tête, ils ont aussi une âme, un coeur, du rêve, qu'il faut alimenter ».



PS



Avec vos élus, mobilisez-vous contre la régression territoriale orchestrée par le gouvernement !

La droite organise une véritable contre-réforme territoriale synonyme de :

Manipulation démocratique !

- ▶ Institutionnalisation du cumul des mandats avec un nouvel élu, le « conseiller territorial » qui sera à la fois conseiller général et conseiller régional ;
- ▶ instauration d'un mode de scrutin illisible et antidémocratique visant uniquement à favoriser la droite ;
- ▶ remise en cause de l'objectif de parité, pourtant inscrit dans la Constitution.

Recul social majeur !

- ▶ Suppression de la taxe professionnelle, synonyme de cadeau fiscal de 5 milliards d'euros par an aux entreprises ;
- ▶ baisse des ressources des collectivités consécutive à la suppression de la taxe professionnelle. Les collectivités ne pourront plus assurer leurs missions en faveur de l'emploi, de la solidarité et des services publics ; ni financer les associations sportives et culturelles ;
- ▶ aggravation des injustices, avec des prélèvements qui reposeront sur les seuls ménages.

Régression territoriale !

- ▶ Recentralisation du pouvoir à Paris ;
- ▶ illisibilité de l'organisation territoriale avec le brouillage des niveaux départemental et régional et la création de deux nouveaux niveaux : les « métropoles » et les « pôles métropolitains » ;
- ▶ réduction de l'autonomie fiscale des collectivités et, par conséquent, remise en cause de la démocratie locale.

Nous proposons au contraire :

- ▶ la promotion d'une véritable égalité territoriale, grâce à un système de compensation organisé par l'État entre les territoires pauvres et les territoires riches ;
- ▶ une participation équilibrée des ménages et des entreprises aux efforts de solidarité territoriale ;
- ▶ la garantie de ressources suffisantes et durables pour assurer les missions de service public local ;
- ▶ l'approfondissement de la démocratie locale, avec le rapprochement du citoyen des pouvoirs publics, le respect de l'exigence de parité et l'octroi du droit de vote aux étrangers lors des scrutins locaux ;
- ▶ une vraie rationalisation de l'organisation territoriale avec l'achèvement de la carte intercommunale à horizon 2011, sur la base du volontariat.

Retrouvez-nous sur le site defendonsnosterritoires.fr

Renforcez le Parti socialiste, rejoignez-nous

☐ Je souhaite prendre contact avec les socialistes

☐ Je désire adhérer au Parti socialiste

☐ Je verse.....euros pour soutenir

l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995,
ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste,

10 rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07

contact@parti-socialiste.fr – parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

email

Tél

Adresse

code postal

Ville